ORGANISATION POUR L'HARMONISATION EN AFRIQUE DU DROIT DES AFFAIRES (OHADA)

COUR COMMUNE DE JUSTICE ET D'ARBITRAGE (CCJA)

Troisième Chambre

ORDONNANCE N° 019/2019/CCJA

(Article 44 bis du Règlement de procédure)

POURVOI : N°047/2018/PC du 09/02/2018

AFFAIRE : Le Groupe Ecole DJEKE le Havre de Paix et autre

Contre

Société Construction en Bâtiment dite JAS et autre

L'an deux mille dix-neuf et le vingt mai

Nous **N'DONINGAR Djimasna**, Président de la Troisième chambre de la Cour Commune de Justice et d'Arbitrage (CCJA) de l'Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires (OHADA) ;

Vu le Traité relatif à l'harmonisation du droit des affaires en Afrique ;

Vu le Règlement de procédure de la Cour Commune de Justice et d'Arbitrage de l'OHADA, notamment en son article 44 bis ;

Vu l'arrêt N° 513/17 du 13 juillet 2017 de la Cour Suprême de Côte d'Ivoire renvoyant le dossier de l'affaire Le Groupe Ecole DJEKE le Havre de Paix et autre contre Société Construction en Bâtiment dite JAS et autre, reçu et enregistré au greffe de la Cour de céans le 09 février 2018 sous le n°047/2018/PC.

Attendu qu'aux termes de l'article 44 bis du Règlement de procédure de la Cour :

« La radiation sanctionne, dans les conditions de la loi, les défauts de diligence des parties. Elle emporte retrait de l'affaire du rôle des affaires en cours.

La décision de radiation est une mesure d'administration judiciaire.

L'affaire n'est rétablie que sur justification de l'accomplissement des diligences dont le défaut a entrainé la radiation s'il n'y a pas par ailleurs péremption. » ;

Attendu qu'en l'espèce, par lettre n°0491/2018/G4 du 19 avril 2018, le Greffier en chef a invité le demandeur à procéder au paiement de la provision ;

Attendu qu'à ce jour, ladite diligence n'a pas été accomplie ;

Qu'il y a lieu d'ordonner la radiation de la cause ;

PAR CES MOTIFS

Ordonnons la radiation du rôle de la Cour de céans du recours n° 047/2018/PC du 09 février 2018 relatif à l'affaire Le Groupe Ecole DJEKE le Havre de Paix et autre contre Société Construction en Bâtiment dite JAS et autre.

Fait en notre cabinet les jour, mois et an que dessus.

Le Président

N'DONINGAR Djimasna